

L'Orateur suppléant (M. Blaker): C'est à regret que je dois interrompre le député dont le temps de parole est maintenant expiré...

● (2020)

M. Crosbie: Comme disent les Irlandais, je vais conclure très rapidement.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): ... sauf si la Chambre consent à l'unanimité à ce qu'il poursuive.

Des voix: D'accord.

M. Crosbie: Mais cinq minutes seulement. D'autres orateurs doivent prendre la parole et je ne veux pas prendre trop de temps ni abuser de la gentillesse de mes collègues. Je crois avoir déjà complètement démolé les arguments avancés hier soir par le ministre. Je peux donc conclure très rapidement.

Une voix: Vous avez perdu vos notes?

M. Crosbie: Nous y voilà. Des taux d'intérêt faits au Canada. Quelle bonne blague!

Une voix: A vos feuilles!

M. Crosbie: Pour siéger de ce bord-ci, il faut passer un examen de lecture. Veinards! Vous n'avez pas à en passer, vous. De toute façon, je vais arrêter de lire.

Des voix: Hourra!

M. Crosbie: Nous aurons le temps de nous occuper de cela.

Une voix: Oui, quatre ans.

M. Crosbie: Je ne pense pas que nous en ayons pour quatre ans. Je tiens à mettre en garde les députés d'en face et à leur rappeler que s'ils envoient des mangoustes pour négocier avec des serpents, leur sort sera vite réglé.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Nous gagnerons les élections bien avant cela. Les Libéraux ont tenté un coup de poker quand ils ont mis en minorité notre gouvernement sur la question du budget le 11 décembre dernier et ils se sont hissés de nouveau au pouvoir. C'est une victoire à court terme, mais cela comporte un danger à long terme, car nos concitoyens attendent d'eux qu'ils proposent des solutions à leurs problèmes économiques et financiers. Or, ce n'est pas le canard boîteux de budget présenté hier soir par le ministre des Finances qui va en proposer. Les Canadiens ne sont certainement pas réjouis d'entendre le gouvernement leur apprendre en toute quiétude que la croissance en 1980 sera de 0.5 p. 100. Ils ne sont pas contents d'apprendre que le taux d'inflation atteindra probablement 10 p. 100. Ils ne sont pas contents d'apprendre que le déficit budgétaire dépassera 14 milliards de dollars. Ils ne sont pas contents d'apprendre que les besoins d'emprunts du gouvernement se chiffreront à près de 12 milliards de dollars cette année parce qu'ils savent que c'est courir au désastre, qu'on ne va pas se remettre des problèmes économiques actuels ni en Amérique du Nord ni n'importe où ici au Canada si c'est là la solution proposée aux problèmes.

Ils attendent maintenant que le gouvernement accomplisse un tour de passe-passe. Le ministre leur a promis qu'il allait

L'Adresse—M. Crosbie

trouver le moyen de réunir sans douleur 3 ou 4 milliards de dollars pour réduire ces déficits énormes, et qu'il allait d'une manière ou d'une autre obtenir cet argent grâce aux négociations visant à fixer le prix du pétrole et du gaz naturel. Eh bien! monsieur l'Orateur, il ne réussira pas à trouver l'argent de cette façon sans diviser le pays encore davantage qu'il ne l'est aujourd'hui, et je songe plus particulièrement aux dangers de scission que nous observons actuellement dans la province de Québec. Les électeurs devront se prononcer le 20 mai et personne ne semble savoir de quel côté le vent va tourner. Il se peut que j'aie moi-même sur place pour tenter d'endiguer le courant.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Les honorables députés d'en face ne semblent pas capables de le faire. Il est donc possible que j'aie moi-même colmater les brèches de la digue. Ils devraient voir la poutre qui est dans leur œil lorsqu'ils examinent la situation. S'ils se considèrent comme nos sauveurs, ils ont intérêt à se mettre à l'ouvrage. Il leur faudra plus que des vendredis pour réparer les dommages causés au fil des ans par leur négligence et leur intransigeance face aux problèmes. Nous devons peut-être aller les aider là-bas.

La population du Québec et la population du Canada attendent de voir comment le gouvernement actuel va s'attaquer aux problèmes économiques et financiers du pays parce qu'ils doutent que nous nous en sortions quoi qu'il arrive. Notre marge d'erreur diminue, constamment. Notre marge de sécurité décline. Les gens qui perdent leurs maisons parce qu'ils sont incapables de faire leurs paiements n'ont plus aussi confiance qu'avant en l'avenir de notre pays. Les gens qui veulent investir leur argent, mais qui doivent faire concurrence au gouvernement pour emprunter quelques dollars à des taux d'intérêt ruineux commencent à se demander s'ils ont un avenir au Canada et s'ils devraient y rester ou non.

Comment pouvons-nous convaincre les Québécois qu'ils devraient rester dans le Canada si nous ne pouvons pas gérer nos affaires fiscales et économiques avec plus de succès que nous n'en avons maintenant? Peut-être le ministre des Finances est-il parti en Allemagne de l'Ouest convaincu d'avoir réussi un coup de maître en pénétrant subrepticement à la Chambre pour y concocter un petit semblant de budget sans trop se mouiller. Les journalistes en étaient tout excités, ils ont publié leur version des faits, puis ils sont passés à autre chose. Il s'imagine peut-être qu'il s'en est très bien tiré. Mais c'est un très mauvais départ pour cet honorable représentant qui est à la Chambre depuis si longtemps, et s'il persiste à détourner imperturbablement l'attention, s'il veut faire étalage à la Chambre de l'art, qu'il maîtrise parfaitement, de parler beaucoup pour ne rien dire, alors il patinera sur une glace de plus en plus mince, car beaucoup de Canadiens se demandent quel avenir le pays leur réserve, d'où viendra leur prochain repas, comment ils se trouveront du travail, comment ils pourront être prospères et payer des intérêts de 16 ou 17 p. 100. Les Canadiens veulent que l'on s'attaque à ces problèmes.